



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE
Securing Africa's future through capacity development
Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

Lutter contre le commerce illicite du tabac au Sénégal: stratégies pour améliorer la santé publique et la stabilité économique



Note d'orientation NO: 8 2023

Notions clés à retenir

Le commerce illicite du tabac au Sénégal est un enjeu majeur, avec une valeur estimée à plus de 14 milliards de FCFA (environ 30 millions de dollars américains), ce qui représente 0,16 % du PIB du pays. Ce commerce illicite mine les politiques de santé publique, les recettes fiscales et alimente les activités criminelles transnationales. Les résultats de la présente étude soulignent la nécessité d'améliorer la sécurité des frontières, d'enquêter régulièrement sur le comportement des consommateurs, d'améliorer la communication inter-agences, d'harmoniser la fiscalité du tabac au sein de la CEDEAO et de moderniser la collecte de données sur les saisies de tabac.

1. Le problème

La consommation de tabac constitue un problème de santé publique important avec des implications économiques et sociales considérables. Au Sénégal, le commerce illicite des produits du tabac exacerbe ce problème, sape les politiques de santé publique et entraîne d'importantes pertes budgétaires. Le commerce illicite du tabac comprend à la fois les produits du tabac fabriqués illégalement et les marchandises produites légalement mais passées en contrebande. Cette introduction illégale de produits à base de cigarettes dans le pays a un impact significatif sur le total des recettes collectées, affectant ainsi les budgets nationaux.

Le commerce illicite du tabac est motivé par les initiatives de l'industrie du tabac visant à contourner les restrictions d'approvisionnement et par les tentatives des consommateurs d'éviter de subir tous les effets des mesures d'augmentation des prix ou des limitations de quantité. Le développement du commerce illicite sape les efforts de lutte contre le tabagisme, notamment les politiques fiscales, dans la mesure où ces marchés parallèles proposent des cigarettes moins chères, les rendant ainsi plus accessibles. Il a été démontré que les prix élevés dissuadent la consommation du tabac ou renforcent la motivation à arrêter de fumer.

Malgré l'importance présumée de cette contrebande de cigarettes et ses implications en matière de pertes fiscales et de financement d'activités criminelles transnationales, il n'existe pas de statistiques fiables mesurant son ampleur. Ce phénomène sape les efforts de lutte contre le tabagisme, notamment les politiques fiscales, dans la mesure où ces marchés parallèles proposent des cigarettes moins chères, les rendant ainsi plus accessibles.

Les douanes sont la seule agence gouvernementale autorisée à contrôler tous les mouvements internationaux aux frontières. En raison de ses prérogatives de contrôle uniques, la douane joue un rôle crucial dans les efforts gouvernementaux visant à lutter contre les échanges illicites, en particulier celui des produits du tabac. Actuellement, les sources d'information permettant de comprendre l'ampleur du phénomène sont les saisies douanières sporadiques aux frontières, dispersées sur les lieux de saisie sous format papier, et sans aucune centralisation.

La présente étude vise à fournir un aperçu du commerce illicite à travers les saisies douanières et d'autres statistiques officielles et résultats d'enquêtes de terrain, en vue de centraliser et d'harmoniser les données et informations disponibles. Ceci permettra de mieux comprendre l'ampleur de la contrebande de cigarettes au Sénégal, d'identifier les zones de concentration du commerce illicite de cigarettes et de retracer les canaux de distribution de ces produits pour faciliter la mise en œuvre de mesures appropriées dans la lutte contre le tabagisme.

2. Principales conclusions et implications

Ampleur du commerce illicite:

L'étude révèle un volume important de commerce illicite de tabac au Sénégal, estimé à plus de 14 milliards de FCFA, concentré essentiellement dans les zones Est et Sud, limitrophes du Mali et de la Guinée. Les principaux corridors de ce commerce illicite sont Kidira, Moussala, Keur Ayip et Mpack, qui sont des zones frontalières avec la Guinée et le Mali. La comparaison entre les ventes de tabac et la consommation déclarée montre un volume de tabac illicite d'environ 15 milliards de FCFA en 2015. Ce chiffre est très proche des données de l'enquête de terrain qui l'estimait à 14,7 milliards de FCFA.

Ampleur des importations illicites de tabac:

Les importations illicites de tabac proviennent principalement de Guinée (43,2 %) et du Mali (38,9 %), avec une part importante (11 %) provenant également du Sénégal. Cela indique qu'une part substantielle de la production locale échappe à l'impôt national. L'étude révèle également que la marque de tabac la plus trafiquée est « Tabac brisé », représentant 62 % du trafic illicite, suivie par SIR (7 %) et RONSON (7 %).

Marché du tabac illégal:

L'étude révèle également que le marché illégal du tabac couvre 98 % des ventes de tabac non autorisées au Sénégal et 2 % des ventes non taxées. Les ventes non autorisées concernent généralement le tabac illégal, exempt de contrôle aux niveaux de la production, du stockage et de la qualité, ce qui représente une perte importante pour l'État en termes de recettes douanières.

Les implications de ces découvertes sont considérables. Le commerce illicite du tabac entraîne non seulement une perte de revenus importante pour l'État, mais sape également les efforts de santé publique visant à réduire la consommation de tabac. La disponibilité de cigarettes illicites moins chères peut entraîner une augmentation de la consommation de tabac, en particulier chez les consommateurs sensibles au prix. En outre, le commerce illicite du tabac peut alimenter les réseaux criminels transnationaux et potentiellement financer d'autres activités criminelles, notamment le terrorisme dans la région du Sahel.

L'étude souligne également la nécessité de disposer de données plus complètes et plus fiables sur la consommation de tabac et le commerce illicite au Sénégal. Le manque de données de ce type entrave la capacité de comprendre pleinement l'ampleur du problème et d'élaborer des stratégies efficaces pour y remédier.

3. Principales recommandations en matière de politiques

Sur la base des conclusions de l'étude, les recommandations en matière de politiques ci-dessous sont proposées pour résoudre le problème du commerce illicite du tabac au Sénégal :

Renforcer les pratiques de sécurité et d'inspection aux frontières:

Mettre en œuvre des mesures pour lutter contre l'évasion fiscale et la contrebande en renforçant la sécurité aux frontières et en adoptant les meilleures pratiques en matière d'inspection des conteneurs. Cela garantirait que les conteneurs soient déchargés dans leurs pays de destination, réduisant ainsi les risques d'entrée de tabac illicite sur le marché.

Mettre en place un système de suivi de la consommation de tabac:

Mettre en place un système de suivi de la consommation de tabac à travers le pays en menant régulièrement des enquêtes sur les comportements d'achat des consommateurs. Cela pourra fournir des données précieuses pour comprendre les tendances de la consommation de tabac et l'impact du commerce illicite.

Promouvoir la communication inter-agences:

Élaborer une stratégie de communication entre les douanes et les autres entités impliquées dans la collecte des taxes et l'application de la réglementation sur le tabac. Cela pourra faciliter le partage d'informations et la coordination dans la lutte contre le commerce illicite du tabac.

Moderniser la collecte des données sur les saisies:

Améliorer le système de collecte de données sur les saisies de produits du tabac au niveau douanier. Cela pourra fournir des informations plus précises et plus actuelles sur l'ampleur et la nature du commerce illicite du tabac.

Harmoniser la fiscalité du tabac dans l'espace CEDEAO:

Encourager l'harmonisation des taxes sur le tabac avec celles des pays voisins. Les différences de prix entre pays ou États peuvent encourager la contrebande. L'harmonisation des taxes pourrait donc contribuer à réduire le commerce illicite du tabac.

Renforcer les services commerciaux régionaux:

Renforcer les capacités matérielles, logistiques et financières des services commerciaux régionaux dans leur mission de lutte contre le commerce illicite.

Ces recommandations visent à freiner le commerce illicite du tabac, à protéger la santé publique et à augmenter les recettes publiques provenant de la taxation du tabac. Cependant, leur mise en œuvre réussie nécessitera un effort concerté de la part de diverses parties prenantes, notamment les agences gouvernementales, les forces de l'ordre et les organismes de santé publique.

4. Lectures complémentaires:

Pour des informations plus détaillées, veuillez vous référer à l'intégralité de l'étude intitulée: Étude sur l'analyse situationnelle du commerce illicite du tabac. Lien:

<https://elibrary.acbf-pact.org/acbf/collect/acbf/index/assoc/HASH1286/b703dd55/f707e09a/bf.dir/Analyse%20Situationnelle%20final%20copy.pdf>



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

Securing Africa's future through capacity development
Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

**THE AFRICAN CAPACITY BUILDING
FOUNDATION (ACBF HEAD OFFICE)**

2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant, Harare, Zimbabwe
Tel: (+263-242) 304663, 332002
Cell: +263 772 185 308 - 10
E-mail: root@acbf-pact.org

**ACBF REGIONAL OFFICE,
WEST & CENTRAL AFRICA**

3rd Floor, The Rhombus, Plot 24 Tumu Street,
Kanda Estates, Accra, Ghana
Tel : +233 540122013
E-mail : accra@acbf-pact.org

**ACBF REGIONAL OFFICE,
EAST & SOUTHERN AFRICA**

ACK Garden House, 2nd Floor, 1st Ngong Ave, Nairobi, Kenya
Tel: +254 (20) 5160052
Cell: +254 727 116 276
E-mail: nairobi@acbf-pact.org



www.acbf-pact.org